

FORMATION DES GROUPES SOCIALISTES ANTIMILITARISTES EN 1914

par

SÁNDOR VADÁSZ

Avant le déclenchement de la première Guerre mondiale les contemporains classaient la II^{ème} Internationale parmi les grandes puissances. Les données numériques attestant les rapports de force des partis sociaux-démocrates témoignent d'un degré très élevé de l'organisation politique de la classe ouvrière. La tempête de force élémentaire, provoquée par la guerre mondiale prouva que les indices quantitatifs obtenus dans les périodes pacifiques ne présentent en eux-même pas de point d'appui sûr pour le jugement de valeur. La II^{ème} Internationale n'a pas résisté à la grande épreuve historique, elle s'est effondrée pour ainsi dire, en quelques heures. Ses deux partis les plus influents — le parti allemand et le parti français — adoptèrent les crédits militaires et par cette décision ils pesèrent sur la prise de position des autres partis. Leurs devises exprimant le plus succinctement l'essentiel de la politique opportuniste poursuivie dans la nouvelle situation historique comme «Burgfrieden», «Durchhalten» («Union Sacrée», «jusqu'aboutisme») se sont répandues par le monde entier.

L'abandon de principes des dirigeants de la social-démocratie fut dûment apprécié par les représentants des classes dominantes, ce dont témoigne que — contrairement aux plans préliminaires — dans les premières journées de la guerre ni le Gouvernement allemand ni le Gouvernement français ne sévirent contre eux. Le travail de parti et le travail syndical pouvaient être poursuivis aussi dans l'état d'exception bienque resserrés dans d'étroites limites.

Il n'y eut que peu de partis qui restèrent fidèles au principe de l'internationalisme et s'acquittèrent des tâches leur incombant des résolutions antimilitaristes formées aux congrès socialistes de Stuttgart et de Bâle. L'attitude des députés socialistes russes et serbes mérite tous les éloges. A la séance extraordinaire de la Douma tenue le 26 juillet, les députés socialistes quittèrent la salle en signe de protestation, lorsque le vote pour les crédits de guerre fut mis à l'ordre du jour. Dans la Skouptchina serbe, Kaclerovitch et Laptehevitch représentants du parti serbe, numériquement petit, mais trempé au feu des guerres balkaniques, votèrent contre. Les tesniaks bulgares et les socialistes roumains, dont les pays étaient pour le moment restés au dehors de la guerre,

luttaient pour la sauvegarde de leur neutralité, puisque chacune des deux coalitions s'efforçait à attirer la Bulgarie et la Roumanie de son côté.

L'attitude courageuse de militant des socialistes de la Russie et des Balkans faisaient exception: les partis les plus importants de la II^{ème} Internationale s'allièrent à leurs propres gouvernements impérialistes. L'analyse de la situation qui en résulta, ainsi que le renouement des fils reliant les classes ouvrières des différents pays devaient être réalisés par ceux qui dans le tumulte de l'incendie mondial savaient garder leur conviction socialiste et leur humanité, c'est-à-dire par les éléments antimilitaristes de la gauche. Au début ils étaient peu nombreux, ils constituaient une minorité infime dans le mouvement ouvrier, mais au fur et à mesure que disparaissait la psychose de guerre caractéristique des journées d'août 1914, leur nombre ne cessait d'augmenter. L'apparition des groupes socialistes antimilitaristes et leur renforcement constituaient un processus de développement régulier, dont les conditions étaient créées par la guerre-même.

Les masses abusées revinrent peu à peu de leur étourdissement, les grandes pertes de sang subies sur les fronts, les souffrances que l'on devait endurer dans l'arrière-pays, l'augmentation incessante des prix, et l'aggravation générale des conditions de vie exerçaient un effet désillusionnant. L'enchérissement du coût de la vie, en premier lieu des denrées alimentaires, caractérisait non seulement les pays belligérants, la même tendance se manifestait aussi dans les pays neutres. En Suisse et en Suède, connues de leur neutralité traditionnelle, il y eut des manifestations tumultueuses et même des bagarres dans la rue parce que les ouvriers ne voulaient pas tolérer en silence qu'on leur fasse supporter la part du lion des charges. Ce sont les facteurs mentionnés en ce qui précède qui expliquent qu'à peine quelques mois après l'ouverture des hostilités, il se fit sentir dans plusieurs pays une atmosphère antimilitariste, ne fut-ce que sous une forme difficilement perceptible. Sans ce changement qui s'était opéré dans le moral des masses, l'action ouverte des groupes antimilitaristes aurait été unimaginable. En automne 1914, les souffrances des classes ouvrières n'étaient cependant pas encore intolérables, l'opinion publique des deux camps comptait sur la victoire proche. Pour que les voix antimilitaristes sporadiques se rencontrant pussent se renforcer réciproquement, il fallait que surviennent des événements susceptibles d'ébranler cette certitude. Ils ne se firent pas longtemps attendre. Les rudes épreuves du premier hiver de guerre, — les nouvelles pertes aux champs de bataille, le raidissement des lignes du front, de graves difficultés dans l'approvisionnement en vivres et en combustibles de l'arrière-pays, — opérèrent de changements considérables dans la manière de penser des larges couches de la population ouvrière. Avant cette date, on ne s'imaginait tout simplement pas que la guerre puisse durer plus d'un an, mais au début de 1915 on dut s'aviser que la victoire que l'on croyait si proche, se trouvait décalée à l'avenir lointain et incertain, que l'acceptation des sacrifices n'était pas de caractère transitoire, qu'il fallait s'attendre à d'autres souffrances encore plus graves. La consternation qui s'empara des millions, le mécontentement qui en résultait, préparèrent le terrain social à l'activité antimilitariste des groupes, appelés dans leur temps «minorités socialistes».

Bien que sous ce rapport, il y eût naturellement des différences entre les différents pays belligérants, — par exemple, en Allemagne et dans la Monarchie

Austro-Hongroise, les troubles d'approvisionnement se firent sentir plus tôt que dans les pays de la coalition opposée — on peut, somme toute, considérer le printemps 1915 comme date à laquelle, dans la majeure partie d'Europe, l'opposition contre le massacre insensé devint de plus en plus catégorique. Ce n'est certainement pas par hasard que la première conférence socialiste de caractère effectivement international: la Conférence des Femmes et de la Jeunesse socialistes de Berne eut lieu en mars et avril 1915 et non pas avant. Au cours des cinq premiers mois de la guerre on avait également fait des tentatives pour l'organisation d'une conférence internationale à laquelle devaient participer tous les partis socialistes, mais ces tentatives étaient d'emblée vouées à l'échec.

En dernier ressort la formation des groupes socialistes peut être ramenée au mécontentement croissant, qui unissait la classe ouvrière contre les gouvernements impérialistes et la politique de leur «propres» leaders socialistes, proclamant la paix des classes.

L'histoire du mouvement ouvrier international ne connaît qu'une seule exception: les bolchéviks. Puisque les bolchéviks furent les premiers à s'organiser en un ferme groupe antimilitariste, et puisque ce fut leur théorie qui détermina à longue distance tout le mouvement international de la gauche, nous nous occuperons en premier lieu de l'activité de l'émigration bolchévik.

C'est grâce à Lénine que dès le début de la guerre, leur groupe prit déjà sa ligne de conduite internationale, bien qu'à l'intérieur de l'émigration bolchévik, tout le monde n'eût pas accepté les idées de Lénine immédiatement et sans réserve, comme nous le verrons en ce qui suit.

L'émigration bolchévik russe

Au moment du déclenchement de la guerre mondiale, les membres du CC bolchévik étaient dispersés à tous les vents. Beaucoup parmi eux languissaient en prison ou en exil sibérien, d'autres vivaient en émigration. Lénine qui, accompagné de Kroupskaïa et de la mère septuagénaire de sa femme, se tenait à Poronin en Galicie, fut arrêté le 8 août par les gendarmes autrichiens et mis en prison à Nowy-Targ, petite ville la plus proche. Il était en danger sérieux, puisque les bruits alarmistes parlant d'espions russes, d'empoisonnements des puits, créèrent une atmosphère de pogrom aussi dans ce coin de l'Autriche-Hongrie. Kroupskaïa fit tout son possible pour libérer Lénine et finalement elle réussit le coup, de sorte que Victor Adler et Diamand, député socialiste de Lemberg, se portaient garants pour Lénine. A l'aide d'Adler, ils reçurent la permission des autorités autrichiennes de partir pour la Suisse en traversant l'Autriche. Le 5 septembre, Lénine et ses deux compagnes arrivèrent à Berne.

C'est également à Berne que s'établirent Zinoviev et sa femme, qui vinrent de Zakopane, ainsi qu'Inessa Armand et Sklovski. Radek expulsé d'Allemagne, ainsi que Haritonov se rendirent à Zürich. Après un bref internement à Vienne, Boukharine réussit également à parvenir en Suisse; avec plusieurs autres émigrants il choisit comme domicile Baugy-sur-Clarens. A Genève aussi il y avait un groupe bolchévik, nous en mentionnerons en premier lieu Karpinski et Ravitch. L'autre centre de l'émigration était la Suède, où Kollontai et Sliapnikov exerçaient une activité politique très intéressante, la troisième était la

France. A Paris ce furent surtout Belen'ki et Stal' qui entretenaient une correspondance avec Lénine, tandis qu'à Londres le CC était représenté par Litvinov.

Les meilleures conditions pour une activité politique sans à coups étaient assurées en Suisse et en Suède. C'est pourquoi le siège du COE (Comité des Organisations Étrangères) travaillant d'abord à Paris fut transféré à Berne.¹

Immédiatement après son arrivée, Lénine se mit à réunir les bolchéviks.² Le 6 septembre il écrivit une lettre à Karpinski³ à Genève pour se renseigner sur les conditions de location dans cette ville, puisqu'il n'avait pas encore décidé s'il resterait à Berne ou s'il s'établirait à Genève, qu'il connaissait et aimait bien depuis les premières années de son émigration. Il s'informa ensuite s'il y existait une imprimerie, si l'on pouvait faire paraître des tracts et si oui en quelle langue. Il ajouta qu'il s'agissait bien entendu de tracts protestant contre la guerre.

Le deuxième jour de son séjour à Berne, une dizaine de personnes appartenant au groupe local des émigrants bolchéviks conduit par Lénine, se rendirent dans une forêt proche, pour discuter les thèses de Lénine relatives à la guerre européenne.⁴ La conférence adopta le projet de Lénine.⁵ Le développement ultérieur de ces thèses donna naissance à la proclamation intitulée «La guerre et la social-démocratie de Russie» rédigée également par Lénine, laquelle imprima la direction de l'activité bolchévik jusqu'en 1917. Point 1 des thèses pose en fait le caractère impérialiste de la guerre. Point 2 dénonce le vote de crédit du parti social-démocrate allemand (4 août) comme trahison du socialisme. Point 3 qualifie également de trahison l'adhésion des leaders belges et français au gouvernement bourgeois. Selon point 4 la trahison de la majorité de ses leaders signifie l'échec politico-idéologique de la II^{ème} Internationale. La cause principale de cet échec est l'opportunisme qui depuis longtemps avait envahi les différents partis. Point 5 réfute les arguments principaux de la bourgeoisie allemande et française qui cherchaient à justifier la guerre, en se reportant à la défense de la patrie.

Point 6 et point 7 méritent une attention particulière puisque c'est ici que Lénine résuma les tâches les plus immédiates de la social-démocratie internationale. Point 6 énonce qu'au point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de la Russie le moindre mal serait, si la monarchie tsariste et ses armées essayaient une défaite... » Pour finir, il rappelle à tout social-démocrate le devoir de propager la révolution socialiste et de proclamer «que leurs armes ne devaient pas viser leurs propres frères et les esclaves salariés des autres pays, mais les gouvernements bourgeois et réactionnaires du monde».⁶

La détermination marxiste du caractère de la guerre et la désignation des tâches des socialistes révolutionnaires qui en résultaient, constituaient les sine qua non de toute activité suivante, mais n'était en elle-même pas suffisante. Les thèses n'étaient connues que d'une poignée de révolutionnaires, par conséquent le devoir le plus urgent qui s'imposait dans la situation donnée, était de faire parvenir ce document d'une part à chaque groupe de l'émigration d'autre part en Russie, et la faire adopter aux débats, afin que la purification idéologique s'opère aussi vite que possible. C'était de première nécessité, vu que la tempête de la guerre n'avait pas ménagé le parti russe non plus, à quelques endroits elle avait causé du bouleversement dans ses lignes, et provoqué de

l'incertitude. Lénine en était parfaitement conscient, c'est pourquoi il saisit toutes les occasions à étendre les rapports. Mais c'était la guerre, il n'y avait pas moyen d'organiser des rencontres internationales, l'obtention de passeports se heurtait à d'immenses obstacles, par conséquent les voyages étaient devenus pour longtemps presque impossibles. Dans ces conditions la communication par voie de lettres fut le seul moyen de la sortie de l'isolement. C'est pourquoi Lénine poursuivait une correspondance si intense avec les émigrants à Paris, avec Litvinov et les socialistes de Petersbourg.⁷ Il considérait comme particulièrement importantes les relations scandinaves, en premier lieu celles avec Stockholm, puisque grâce à son site géographique (et sa neutralité) ce pays constituait le lien entre la Suisse et la Russie. Lénine souligna ce point de vue de première importance aussi dans la lettre qu'il écrivit à Sliapnikov après l'arrestation des députés bolchéviks de la Douma.⁸ C'est Sliapnikov qui fit suivre à Berne les nouvelles arrivant de Pétersbourg. Mais ce fil était très mince, il risquait de se casser d'un moment à l'autre. Grâce au bureau de la censure, à la fin de l'année les lettres mettaient un mois à arriver au destinataire.

L'entretien et le renforcement incessant des relations sus-mentionnées ne servaient bien entendu pas seulement le but que le centre suisse reçut des informations authentiques sur les événements accomplis en Russie. C'était sans doute un point de vue important, mais il s'agissait en réalité de plus que cela, notamment d'un des problèmes de fond du mouvement ouvrier: du rapport de l'émigration et sa base sociale. Dans un de ses articles écrits en mai 1915, Lénine formula très succinctement l'essentiel du problème. «L'histoire d'un demi-siècle de l'émigration russe (et les 30 ans de l'émigration social-démocrate) n'a-t-elle pas prouvé que les déclarations et les conférences de l'étranger, etc. sont faibles, peu sérieuses, illusoire, si elles ne sont pas appuyées par le mouvement durable de l'une ou de l'autre couche sociale en Russie»⁹. Il exposa son opinion sur cette question à plusieurs reprises, en soulignant que les intellectuels qui vivaient à l'étranger fondaient souvent des journaux et se proclamaient représentants de tendances politiques indépendantes, bien qu'ils fussent entièrement déracinés.

C'est pourquoi Lénine attachait une si grande importance à ce que les thèses fussent propagées en Russie. Il réussit à réaliser ce plan: vers la mi-septembre, les exemplaires introduits par voie illégale furent remis à la partie du CC restée dans le pays, ainsi qu'aux membres de la fraction-Douma. On diffusa des copies aussi dans les différents groupes de l'émigration.

Les thèses eurent une profonde résonance en Russie, les chefs du parti approuvèrent les argumentations de Lénine. Au sein de l'émigration ouest-européenne l'accueil des thèses fut moins unanime. La lettre de Karpinski qui exposa à Lénine l'opinion commune du groupe de Genève, donne une image fidèle du trouble et de la répulsion se manifestant au sein des bolchéviks. Karpinski déclare qu'ils sont d'accord sur la question de la guerre, du décelement des slogans de la bourgeoisie, de la condamnation des leaders social-démocrates, mais n'admettent pas la condamnation catégorique de l'entrée dans le gouvernement bourgeois, ils considèrent comme exagérée l'affirmation que l'Internationale passait par une crise politico-idéologique, que l'opportunisme petit-bourgeois y avait définitivement gagné le dessus. Ils proposent de compléter point 5, de sorte qu'il implique la reconnaissance du vrai rôle de la Russie

«protectrice des Slaves». Ils acceptent la définition selon laquelle l'armée est l'instrument du tsarisme, mais ne sont pas d'accord avec la formulation de point 6 concernant la défaite du tsarisme.¹⁰ Pour finir, il ne partagent pas l'opinion selon laquelle l'Internationale était morte.¹¹

La section de Genève embrassa donc un point de vue erroné concernant deux questions très essentielles celle de l'appréciation de la défaite de leur «propre» gouvernement, et celle de la situation de l'Internationale, et dans la réponse on découvre aussi les traces du panslavisme. Le groupe des bolchéviks de Baugy, nommé Boukharine, Krulenko, Troïanovskii et Rosmirovitch soulevèrent des objections du même genre, ils rejetèrent formellement la devise de la défaite de la Russie tsariste. Tout en admettant la nécessité de la révolution, il jugeaient plus important la revendication d'une «paix démocratique». Une partie de la section de Montpellier adopta le même point de vue et en Russie-même il y avait des groupes de moindre importance qui témoignaient une attitude conciliante vis à vis des mencheviks.¹²

Le point de vue adopté par Kollontaï séjournant à Stockholm, était particulièrement intéressant.¹³ A la fin septembre — ou en octobre (la date précise n'est pas connue) il s'expliqua sur les sujets actuels dans une lettre très intéressante adressée à Lénine et à Kroupskaïa. Ce fut cette lettre qui signala l'adhésion de son auteur aux bolchéviks. Pour commencer Kollontaï exprime sa joie de pouvoir travailler avec eux par ces temps difficiles. Elle fait sienne «l'esprit révolutionnaire sain» de Lénine et partage son opinion en tous points. Elle déclare d'une manière qui ne prête à aucun malentendu, qu'elle accepte la devise de la guerre civile.¹⁴ A son avis cependant il fallait remplir cette notion d'un contenu concret, déterminer quelles devises et quelles revendications elle impliquait. A cette époque-là, la devise la plus juste, la plus révolutionnaire était la «lutte pour la paix». ¹⁵ Les autres devises sont trop générales et pas appropriées à mobiliser les communistes — avant tout les femmes socialistes — à la lutte contre la guerre. Sous la lutte pour la paix elle n'entend pas des soupirs pacifistes, mais la lutte énergique du prolétariat contre les provocateurs de la guerre.¹⁶

Toute la lettre témoigne de l'énergie, du zèle et de l'esprit d'entreprise de son auteur. Elle adopta la devise du changement de la Guerre mondiale en guerre civile, mais lui donna un tout autre contenu, que Lénine, en dernière analyse, elle s'accordait dans cette question avec les groupes bolchéviks mentionnés en ce qui précède, bien que son point de départ fût différent.

Dans sa réponse écrite à une date ultérieure, Lénine analysa le point de vue sus-indiqué et en arriva à la conclusion que Kollontaï n'avait pas entièrement adopté la devise de la guerre civile, que dans un certain sens elle s'en désolidarisait en lui attribuant un rôle subordonné. Elle assure la priorité à la revendication de la paix, c'est-à-dire elle cherche une devise susceptible de coordonner les deux. Lénine signala à l'attention de Kollontaï qu'il considérait ce genre de coordination comme les plus préjudiciables à la cause de la classe ouvrière¹⁷. Lénine cherchait aussi à infleur sur les opinions de Sliapnikov vivant également en Scandinavie et qui, pareillement à Kollontaï donnait la préférence à la devise de la paix — disant que la bourgeoisie ne voulait pas en entendre parler. Lénine déclara que Sliapnikov se trompait parce que les bourgeois intelligents étaient pour la paix, et que le temps approchait lorsque toute la

bourgeoisie allemande, tout comme les opportunistes, seraient pénétrés de l'atmosphère de la paix. Pour cette raison, la devise de paix ne pourrait pas être la devise du prolétariat révolutionnaire.¹⁸ Notons que les événements ultérieurs ont cent pour cent donné raison à ces paroles et démontré que Lénine avait prévu les tendances qui dans son temps n'existaient que potentiellement.

La correspondance ne pouvait, bien entendu, pas s'étendre sur tous les émigrants russes, c'est pourquoi Lénine décida de diffuser son point de vue aussi par la voie de la propagande orale. Au cours d'octobre il donne plusieurs conférences dans les différentes villes de la Suisse. Il avait reçu l'impulsion de Plekhanov, qui, le 11 septembre avait exposé ses thèses à Lausanne devant une assemblée nombreuse consistant en majorité de menchéviks. Lénine, Zinoviev, Armand et Sklovski, qui assistaient également à la conférence, purent se rendre compte que les bruits sur la trahison de Plekhanov n'étaient pas exagérés. Lénine prit la parole et émit un jugement sur la deuxième partie de la conférence, dans laquelle Plekhanov cherchait à disculper les leaders socialistes français. Trois jours après, Lénine fit la lecture de son rapport sur la guerre, au même endroit dans la Maison du Peuple, devant une audience nombreuse et fut vivement acclamé. A la fin du mois, il fit encore deux autres conférences.¹⁹

Grâce à l'échange de lettres d'une part, et aux colloques se rattachant aux conférences d'autre part, Lénine eut l'occasion de se renseigner sur les questions qui firent naître des hésitations, se heurtaient à l'incompréhension, voire même à des objections. Il profita de ses expériences pour écrire la proclamation intitulée: «La guerre et la social-démocratie de Russie». Si nous mettons en parallèle ce texte avec celui des thèses du 6 septembre, nous nous rendrons compte au premier coup d'oeil qu'il est non seulement plus détaillé mais aussi plus concret et formule les tâches des socialistes d'une manière plus précise. Cette constatation se rapporte aux parties, où il s'agit de l'échec de la II^{ème} Internationale, de la nécessité d'une nouvelle organisation internationale et de la lutte contre le chauvinisme du propre pays. La locution la plus importante de la proclamation est la suivante: «Le changement de la guerre mondiale actuelle en guerre civile — voilà la seule devise prolétarienne juste, c'est elle qui est signalée par les expériences de la Commune, c'est elle qui a été désignée par la résolution de Bâle (1912), c'est elle qui résulte de toutes les conditions de la guerre impérialiste soutenue par les pays bourgeois d'un niveau développé».²⁰

La proclamation parut le 1^{er} novembre 1914 dans n° 33 de Sozialdemokrat. On tira 1500 exemplaires de ce numéro, et en envoya au Bureau Socialiste International, aux rédactions de différents journaux suisse, français, anglais, allemands et suédois, mais ne réussit à en faire parvenir que peu d'exemplaires en Russie.

Le fait que la feuille centrale du parti bolchévik fut à nouveau publiée, était d'une extrême importance. Sa parution traduisait d'une part le processus de réorganisation qui s'était opéré au sein de l'émigration, mais qui n'avait pas encore touché à sa fin, d'autre part ce fut avec ce numéro que les bolchéviks en tant que représentants de la tendance antimilitariste indépendante, se présentèrent au public international. La proclamation publiée par plusieurs quotidiens socialistes eut une profonde répercussion dans toute l'Europe, voire même outre-mer.²¹

Après ce bref aperçu des problèmes les plus importants de l'évolution in-

térieure de l'émigration bolchévik, il n'est pas sans intérêt de soulever la question de savoir s'il existait la possibilité d'un rapprochement, ou peut-être d'une coopération entre les bolchéviks et le groupe Golos parisien, constituant l'aile menchévik de l'émigration social-démocrate russe. La nécessité de soulever la question est motivée par la circonstance que le journal dont le groupe tenait le nom, avait déployé une activité fort positive en automne 1914. Le 13 septembre lorsque l'armée allemande était à 30 kilomètres de la capitale de France, les émigrants menchéviks qui y vivaient, fondèrent une gazette politique intitulée «Golos». A la rédaction de la gazette disposant de moyens matériels fort modestes, participaient des personnalités connues du groupe menchévik dirigeant, nommément: Axelrod, Zalevski, Lozovski, Martov, Trocki et d'autres. Le journal n'existait que peu de mois; il fut supprimé par les autorités le 17 janvier 1915. Il avait représenté une tendance diamétralement opposée à celle de la presse officielle du parti français. Tandisque l'Humanité publiait des articles sur le danger allemand et la défense de la démocratie ouest-européenne, le «Golos» mettait en doute les bruits courant sur les soi-disant atrocités de l'armée allemande, et préconisait que l'état de guerre n'avait pas mis fin à la lutte des classes.²² Il donnait des nouvelles des discussions ayant lieu au sein du parti allemand, des meetings de la gauche allemande. C'est pour son attitude courageuse témoignée vis à vis des provocations chauvinistes et ses efforts fournis contre la cessation de la lutte des classes que Lénine apostropha le «Golos» la meilleure feuille socialiste de l'Europe.²³

De même qu'il est incontestable que ce journal d'apparence modeste exprimait l'opinion de la partie bien pensante de la classe ouvrière d'Europe, partie qui avait conservé ses sentiments internationalistes, on ne peut non plus mettre en question qu'il n'avait pas suivi une ligne de conduite conséquente. La composition de l'équipe d'auteurs elle-même donne déjà à penser: c'est que des social-chauvinistes (Vandervelde) et des politiciens de gauche (Kollontaï, Pannekoek) en faisaient également partie. Il est caractéristique que le premier numéro publia à la place d'un éditorial ou d'un salut au lecteur, un article de Kautsky. Le comité de rédacteur se vantait que le groupe de fondateurs n'avait stipulé aucune condition.²⁴ Sa devise principale fut la conclusion de la Paix à tout prix.²⁵

Malgré l'inconséquence de la ligne de direction politique que nous venons de connaître, il y avait la possibilité du rapprochement voire même de la coopération des bolchéviks et des menchéviks parisiens internationalistes et ceci en premier lieu, grâce à l'identité de vues se manifestant dans ces groupes, en deuxième lieu, à cause du désir de rapprochement témoigné par le groupe menchévik. C'est à cette dernière intention que permet de conclure par exemple, le compte rendu à propos de la conférence du 11 octobre de Plekhanov, et lequel contenait aussi l'intervention de Lénine.²⁶ La gazette consacra un article spécial à la parution du «Sozialdemokrat» et le félicita de son attitude conséquente d'opposition, la censure sévère de l'absolutisme russe et du social-chauvinisme européen. La coopération effective ne pouvait cependant se réaliser que si Martov, le leader du groupe internationaliste menchévik, était capable de rompre définitivement avec les social-chauvinistes.

Au moment du déclenchement de la guerre, Martov se trouvait en France. Dans ses premières déclarations, il condamna l'adhésion de Guesde au gouverne-

ment, qualifia de trahison la politique des social-démocrates allemands et engagea la lutte contre elle.²⁷ Il écrivit une lettre ouverte à Hervé, dans laquelle il protestait contre l'appréciation sommaire — provenant de sources opportunistes — de la social-démocratie russe, et posa en fait que le prolétariat russe n'attendait sa libération ni de Guillaume II, ni de Nicolas II. Il exprima son espoir que son point de vue serait approuvé par l'Internationale réorganisée et débarrassée des traîtres.²⁸

Lénine qui connaissait l'activité antimilitariste de Martov, considérait comme possible de coopérer avec lui.²⁹ Grâce à ses expériences acquises au cours de la lutte de longues années poursuivie contre les menchéviks, il redoutait en même temps que ses anciennes relations détourneraient Martov de sa prise de position de gauche.³⁰ Les événements de l'année suivante — Martov prit la défense des social-chauvinistes — prouvèrent que les réserves de Lénine n'étaient pas dénuées de fondement. Remarquons en plus, que de la correspondance de Martov il ressort, que tout en considérant la possibilité de l'élaboration d'une plateforme politique commune, il réchignait à sa réalisation.³¹

Pour compléter la chronique de l'an 1914 de l'émigration bolchévik, nous exposerons encore brièvement la tentative qui avait pour but d'engager Grimm de son côté. Grimm, secrétaire du Parti Social-démocrate Suisse était en même temps, rédacteur de *Berner Tagwacht*, journal officiel du parti. Du fait de ses fonctions sus-mentionnées et de son influence, il aurait pu prêter aux bolchéviks une assistance de grande valeur, c'est pourquoi peu de temps après son arrivé à Berne, Lénine alla le trouver dans la rédaction de «*Berner Tagwacht*». En peu de mots, il exposa à Grimm son opinion concernant la guerre, y compris ses idées relatives au soulèvement armé de la classe ouvrière. Pour Grimm, pratiquant convaincu du centrisme, cette conception était inadmissible, ce qui entrava leur coopération.³²

En conclusion: il ne fait pas de doute que si nous prenons pour base les trois premières années de la guerre mondiale, les derniers mois de 1914 furent la période la plus dure pour l'émigration bolchévik, et, personnellement pour Lénine. Isolé de ses propres masses, de la majorité des chefs du parti bolchévik, dans les conditions difficiles de la guerre, le centre suisse dut mettre au point et faire accepter son programme, assurer les conditions matérielles et personnelles de la propagande légale par la voie de l'établissement de relations stables. C'était l'époque de l'établissement des bases. Bien que la lutte menée pour la consolidation idéologique et l'organisation meilleure de l'émigration bolchévik ne s'est terminée qu'à la conférence de Berne (1915), le groupe dirigé par Lénine avait agi dans l'unité déjà à la fin de l'année précédente. A partir de ce moment, Lénine manifesta un intérêt redoublé pour l'activité des forces socialistes de gauche, se présentant dans les différents pays d'Europe, et il s'efforça à les rallier et les influencer sur le plan idéologique.

La gauche allemande

Le 4 août, le jour-même du vote en faveur du crédit de guerre, les chefs de la gauche allemande se mirent à concentrer les éléments révolutionnaires de la social-démocratie. Franz Mehring, Julian Marchlewski, Herrmann Dun-

cker, Wilhelm Pieck et d'autres se rencontrèrent chez Rosa Luxemburg et décidèrent de convoquer de la conférence des fonctionnaires de gauche. Ils diffusèrent plus de 300 invitations, mais ne reçurent que peu de réponses — et encore furent-elles évasives — ce ne fut qu'une seule destinataire: Clara Zetkin, qui exprima son approbation absolue. Leur première tentative subit donc un échec, mais ils ne se découragèrent pas. À la fin août Karl Liebkecht proposa à la direction du Parti d'organiser des meetings de protestation contre la propagande d'annexion des partis bourgeois enivrés des premiers succès remportés sur le champ de bataille. La direction du Parti rejeta cette proposition, bien que de la déclaration que Haase avait faite le 4 août au Reichstag, il ressort d'une manière qui ne prête à aucune équivoque, que le parti social-démocrate ne s'était obligé qu'à l'appui d'une guerre défensive.

Dans cette situation politique, le groupe dirigeant de la gauche se trouvait vis à vis d'une double tâche: d'une part, il dut faire connaître à l'étranger son propre point de vue, afin de démentir l'affirmation propagée tendencieusement par les social-chauvinistes, selon laquelle la totalité des membres du parti allemand s'était alignée dans l'unité derrière le gouvernement belligérant; d'autre part, il devait concentrer les éléments antimilitaristes. Des deux tâches ce fut, de bien entendu, la deuxième la plus importante, bien que les deux fussent dans une interdépendance étroite: leurs déclarations et les articles publiés dans les organes de presse socialistes de l'étranger parvinrent aussi en Allemagne, où ils accrurent l'assurance des social-démocrates de gauche, qui en ce temps étaient encore en défensive. Entre le 4 et le 13 septembre, Karl Liebkecht se rendit en Belgique et en Hollande pour informer les socialistes de ces pays des antagonismes se manifestant dans le parti allemand. Le 10 septembre Karl Liebkecht, Franz Mehring, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin signèrent une déclaration commune qu'ils envoyèrent à la rédaction de plusieurs journaux de parti de Suède, d'Italie, et de Suisse.³³ Ils y protestèrent contre le procédé de Südekum et Richard Fischer, qui avaient informé l'opinion publique des pays sus-indiqués dans un esprit de parti pris, des événements survenus en Allemagne. Par la suite, ils déclarèrent que l'état de siège actuel ne leur permettait pas d'exposer leurs idées en détail.³⁴

Radek, qui, dans les premières semaines de la guerre vivait à Berlin et était en relation avec Liebkecht, fit beaucoup dans l'intérêt de l'appréciation réelle des rapports intérieurs du parti allemand. En octobre, il partit pour la Suisse, où il eut des pourparlers avec les socialistes de la gauche suisse, ainsi qu'avec les internationalistes russes. Il se mit d'accord avec Grimm, rédacteur du journal intitulé *Berner Tagwacht*, de lui envoyer régulièrement des articles sur la situation en Allemagne et la lutte antimilitariste des gauches.³⁵ Il fit paraître ses écrits sous le pseudonyme «Parabellum». A la fin décembre, il se rendit en Suisse pour la deuxième fois pour nouer des intelligences avec Lénine, mais ayant été dénoncé par la presse social-chauviniste allemande, il ne put plus retourner à Berlin. La légation d'Allemagne à Berne, s'intéressa également à sa personne, et le 19 mars 1915, elle fit parvenir les informations reçues dans un rapport confidentiel au chancelier Bethmann-Hollweg³⁶. Radek vécut en Suisse jusqu'au printemps 1917, se rattacha à l'émigration bolchévik et utilisant ses relations allemandes, il effectua un travail important dans le ralliement d'envergure internationale des forces de gauche.

Dans le ralliement et l'éducation des éléments de gauche déployant leur activité isolément dans les différentes parties de l'empire allemand, le rôle dirigeant incombait indiscutablement à Karl Liebknecht. Au cours de septembre-octobre il donna des conférences dans différentes circonscriptions électorales, organisations de parti, critiqua sa propre conduite du 4 août, ainsi que la politique des dirigeants du Parti. En octobre il fit une tournée dans le pays pour accélérer le travail d'organisation des forces s'opposant à la guerre. De concert avec Rosa Luxemburg et Mehring il s'appliqua à profiter des possibilités qui leur étaient encore assurées par la presse de parti, mais qui se restreignaient de plus en plus. Dans sa lettre du 26 octobre, adressée à la direction du Parti Social-Démocrate, il déclare que « nous avons affaire à une brutale guerre germano-autrichienne, préventive et en même temps à une guerre de conquête ». ³⁷ Il s'imposait la nécessité de publier un appel faisant savoir au prolétariat du monde entier que la social-démocratie allemande avait l'intension prononcée de hâter la fin de la guerre et la conclusion d'une paix sans annexion. Cette lettre, ainsi que plusieurs autres lettres adressées à la direction du Parti, furent clandestinement diffusées déjà en 1914, sous forme de brochure. L'article de Mehring analysant le caractère de la guerre, ainsi que l'appel de Clara Zetkin aux femmes socialistes, ³⁸ contribuèrent sensiblement à l'éclaircissement des ouvriers.

On ne peut contester l'importance politique de l'activité déployée en août-octobre 1914 par les chefs de la gauche allemande. Toutefois, la tendance qu'ils représentaient ne disposait pas encore d'un programme politique d'ensemble. Liebknecht lui-même, se rendit compte — de par ses propres expériences que l'union durable des groupes de l'aile gauche du parti, ne pourrait être réalisée tant que leur point de vue concernant la responsabilité de guerre des classes dominantes, ainsi que les objectifs de l'opposition social-démocrates ne fut définitivement établie. C'est grâce à cette reconnaissance que s'enfantèrent les thèses de novembre de Liebknecht, ³⁹ dans lesquelles il désigne l'Allemagne comme représentante principale de l'impérialisme européen. Il analyse en détail les aspirations expansives du capital monopoliste d'avant 1914, dans les différentes parties du monde pour apostropher, à la base de cet aperçu historique, la guerre comme accusant un caractère impérialiste. Cette guerre ne fut pas déclenchée pour le bien-être du peuple allemand — dit-il — de la part de l'Allemagne, n'est pas une guerre défensive, ni une guerre d'affranchissement, mais une guerre offensive, une guerre de conquête. Les socialistes rejettent toute annexion. Au programme gouvernemental basé sur la continuation de la guerre à la paix réalisée par la voie de conquête, ils opposent leurs propres revendications, leur but est la conclusion prochaine pouvant être acceptée par tous les pays d'Europe. C'est pourquoi, ils saluent avec joie les initiatives de ce genre des pays neutres, et exigent du gouvernement de satisfaire à l'appel des pays neutres.

Les thèses de Liebknecht signifient le maximum de ce que la gauche allemande a pu offrir sur le plan théorique, de ce fait la comparaison avec la proclamation bolchévik intitulée « La Guerre et la Socialdémocratie russe », traitée en ce qui précède, est évidente. L'historiographie allemande ne manque pas de faire cette comparaison et indique à juste titre qu'il se manifestait une harmonie parfaite entre la conception de Liebknecht et de Lénine concernant l'apprécia-

tion juste des causes, du déclenchement, ainsi que du caractère de la guerre.⁴⁰ La mise en parallèle mit en relief aussi les lacunes se manifestant dans ce point de vue décisivement positif de Liebknecht. Dans la deuxième partie des thèses, où il synthétise les objectifs du mouvement antimilitariste, les tâches les plus urgentes, on ne lit aucun mot de la grave responsabilité de la direction du parti, ni de la lutte à mener contre elle. En dernière analyse, la conclusion de la paix honnête acceptable pour toutes parties belligérantes, en tant que revendication social-démocrate, ne dépassa pas les cadres du programme des partis ouvriers des pays neutres, visant la prompte terminaison de la guerre. Les déficiences mentionnées en ce qui précède peuvent être ramenées à un motif commun: Au moment donné Liebknecht, ainsi que les autres leaders de gauche, ne comptaient pas avec la possibilité, respectivement la nécessité de la rupture avec les social-chauvinistes et la lutte à mener pour le renversement de leur propre gouvernement.

Les thèses de novembre ne se sont répandues que dans un cercle étroit, puisque leur auteur ne les avait envoyées qu'aux 13 députés d'opposition et quelques autres membres de la fraction social-démocrate du Reichstag. C'est qu'en dehors de la nécessité générale de l'établissement des principes théoriques, Liebknecht était dirigé par des points de vue pratiques directs: c'est à l'aide de thèses et de conversations personnelles qu'il voulait convaincre ses codéputés du bien-fondé de ses opinions, afin de les décider par cette voie de voter contre les crédits militaires à la séance parlementaire assignée pour le 2 décembre. Ses efforts se révélèrent inutiles parce que les députés craignant pour l'union de la fraction, refusaient de se ranger de son côté. Il resta donc seul pour rejeter les crédits militaires demandés. Il motiva sa décision aussi par écrit, il répéta pour l'essentiel — en abrégé — les constatations les plus importantes des thèses.⁴¹ Le président de l'Assemblée Nationale opposa, cependant, une fin de non-recevoir à sa demande que sa déclaration soit portée au procès-verbal sténographié.

L'attitude courageuse adoptée par Liebknecht le 2 décembre 1914, joua un rôle important dans la consolidation des forces de gauche de la social-démocratie. Sa déclaration qu'il n'avait pas pu faire au Reichstag fut copiée en des centaines d'exemplaires et diffusée clandestinement par les ouvriers de Berlin, que ses dures paroles condamnant la guerre enthousiasmèrent, puisque — selon la caractéristique judicieuse de Rosa Luxemburg — elles rappelaient le vieux ton.⁴² C'est cette animation, cette détermination se manifestant dans les fabriques et aux réunions de parti qui stimula les gauches se concentrant autour de la feuille «Lichtstrahlen» rédigée par Julian Borchardt à faire paraître le premier tract illégal.⁴³ Nous pouvons considérer comme date de naissance du mouvement antimilitariste de grande envergure, le 2 décembre. «Son vote, disant Non fut le premier pas vers la rupture avec les social-chauvinistes».⁴⁴ Au fur et à mesure que la gauche se renforça et se fit indépendante, la direction du parti intensifia ses efforts afin de repousser par tous les moyens qui étaient à sa disposition cette tendance si dangereuse, menaçant le parti de se scinder en plusieurs parties, et à cette fin elle établit des rapports de plus en plus étroits avec les milieux dominants. C'est à cette interdépendance que renvoie Heidegger, historien ouest-allemand, lorsqu'il voit les tendances de l'année 1914, caractéristiques du développement de la social-démocratie,

d'une part dans la mise en relief des «éléments nationaux» de la politique, d'autre part dans l'accroissement de l'opposition.⁴⁵

Le «Non» de grande portée prononcé par Liebknecht le 2 décembre, eut une forte répercussion aussi au-delà des frontières et fut l'objet de discussions passionnées dans les milieux socialistes. Les groupes socialistes de l'opposition français, anglais, suisses, scandinaves, beaucoup plus faibles que ceux de la gauche allemande, en puisèrent du courage, son effet contribua — à côté d'autres facteurs intérieurs — sensiblement à l'accélération de leur travail d'organisation; ils cherchaient à établir des rapports entre eux, par conséquent — au cours de l'année 1915 — la concentration internationale des forces antimilitaristes déployant leur activité dans les divers pays, semblait devenir réalisable.

Entre les deux tendances extrêmes de la social-démocratie allemande, il se constitua, à la fin de 1914 et au début de 1915, un troisième courant, appelé centrisme, dû en premier lieu à l'activité politique de Kautsky et à la poussée en avant de la gauche. Sa correspondance entretenue avec Victor Adler,⁴⁶ témoigne de ce que Kautsky disposant d'expériences de plusieurs décennies et d'un sens politique extrêmement développé, avait reconnu déjà en novembre 1914, par où conduisait la voie du parti ouvrier. A la fin octobre, il écrivit encore qu'il considérait les antagonismes se présentant au sein de l'Internationale comme phénomènes transitoires provoqués par les événements de guerre et qu'il espérait que le nouvel an apporterait la fin de guerre, et par là la cessation des différends intérieurs. A la fin novembre, cependant, au moment du vote du crédit militaire, il redoute l'attitude démonstrative de Liebknecht bien qu'il soit sûr que la fraction votera pour. Il craint que la décision négative du chef le plus influent de la gauche ne marque le début de la désintégration du parti. En ce qui concerne son propre point de vue, il revient sur sa proposition du 3 août: si le chancelier déclare solennellement que l'Allemagne n'a pas d'intentions annexionnantes, ils voteront pour les crédits demandés, dans les cas contraire ils s'abstiendront de voter. Toutefois Kautsky déclare franchement que tout ceci ne sert qu'à calmer sa conscience, puisqu'il est convaincu du refus du chancelier.⁴⁷

Nous ne désirons nous occuper en détail que d'une seule lettre de Kautsky, notamment de celle qu'il écrivit à Riazanov en février 1915. Il y donne un coup d'oeil rétrospectif sur sa tactique observée dans la période écoulée depuis le 4 août 1914 et sous ce rapport, il expose le principe de la conception centrisme. Selon lui, toute personne subordonnant ses actes aux intérêts du prolétariat international, agit en socialiste. Par conséquent, si Vaillant et Hyndman croient que la défaite de l'ennemi sert les intérêts des ouvriers, ils ne se trouvent pas opposés au principe du socialisme. Il va sans dire, que ceci vaut, de l'autre côté aussi pour la direction du Parti allemand. Reste à savoir si ce raisonnement est admissible ou non. Lui-même, il ne le considère pas comme admissible: au début de la guerre il n'avait pas désiré la victoire de l'Allemagne, aussi peu que celle de la France et surtout pas celle de la Russie tsariste. Au cours du vote des crédits de guerre c'est l'abstention qui aurait surtout été conforme à ce point de vue.⁴⁸ Sur les contradictions se manifestant au sein du Parti il insista sur le point suivant: «Je militais et je milite toujours pour la thèse que dans une situation si compliquée — lors de l'impossibilité d'une discussion

ouverte — il est urgemment besoin de patience — de paix — à l'intérieur du parti». ⁴⁹

Répondant aux problèmes de front soulevés par la guerre, Kautsky manifesta donc une attitude conciliatrice, il avait toujours présent à l'esprit l'aplanissement des antagonismes, l'ajournement de la décision. Il se rendit compte que la gauche — qui pour le moment était encore en minorité — s'affermirait de jour en jour. Il condamna les mesures autoritaires des «syndicalistes», de David et d'autres chefs de parti de droite, par lesquelles ils voulaient fermer la bouche aux fonctionnaires et aux membres de parti de l'opposition, car il savait bien que cette terreur — à l'encontre de l'intention de ceux dont elle avait été l'idée — amènerait une nouvelle avance de la gauche. En dernière analyse, Kautsky poursuivait le but d'enrayer ou au moins de ralentir le processus historique dont le début était marqué par la naissance, respectivement la réorganisation des forces politiques s'opposant à la guerre, et la fin par la constitution des partis ouvriers effectivement révolutionnaires.

Au point de vue de l'appréciation des rapports de force à l'intérieur de la social-démocratie, il n'est pas sans intérêt de soumettre à un examen l'effet que ce processus de différenciation exerçait sur la direction à donner à la politique intérieure. Au témoignage des sources d'archives provenant des représentants des classes dominantes, ⁵⁰ à partir du début de décembre, l'assurance initiale céda la place à une inquiétude accroissante, à la vue du changement qui s'était opéré dans le moral des ouvriers. ⁵¹ Le commandement suprême voulait empêcher par tous les moyens que dans la presse étrangère pussent paraître des publications de l'activité de la gauche, de peur que dans les pays neutres et ennemis on n'en conclût à l'épuisement des ressources du peuple et de l'empire allemands. Comme il ressort des instructions clandestines du ministère de la Guerre, il entendait, cependant, user de la précaution vis à vis du groupe Liebknecht en veillant soigneusement à ne pas frapper tout le parti. ⁵² Au cours des années 1915–1916, cette distinction devint encore plus suivie, avant la prise de chaque résolution les classes dominantes réfléchissaient longuement, en quelle mesure celles-ci renforceraient la droite et affaibliraient la gauche. Dès le moment de sa naissance, la social-démocratie était un corps étranger dans l'organisme de l'Etat bourgeois, mais au cours de la première guerre mondiale, par l'ail droite elle en devint successivement une partie intégrante.

En conséquence de l'évolution des événements, la gauche se trouva placée devant une alternative. En décembre 1914 Lénine formula les perspectives du développement comme suit: ou bien on en vient à une scission, «ou nous verrons se décomposer misérablement ce qui autrefois était la social-démocratie allemande». ⁵³ C'est ce qui était l'alternative décisive, et — ajoutons — non seulement pour la gauche allemande.

Les syndicalistes français

Les chefs les plus connus du mouvement ouvrier français désavouant leur passé, publiaient dans les colonnes de l'Humanité de jour en jour, des articles sur l'Union Sacrée, la victoire finale, par conséquent le journal se distinguait à peine des organes de presse de l'extrême droite excitant contre les

«boches». Le fait que de juin en décembre 1914, le chiffre de vente de l'Humanité baissa de 66 000 à 25 000 exemplaires, témoigne indiscutablement du désabusement commençant. Dans ces mois, il est devenu de règle qu'aux assemblées des organisations de parti on fit lecture des lettres que les membres du parti écrivaient du front. Les comptes rendus des souffrances vécues, de la discrimination des classes au sein de l'armée, contribuèrent sensiblement au désenchantement.

Dans la littérature historique il se révèle une unité parfaite en ce qui concerne l'appréciation des débuts du mouvement d'opposition: c'est le groupe se concentrant autour du journal syndicaliste intitulé «Vie Ouvrière» qui est considéré le noyau du mouvement.⁵⁴ Relevons le nom d'Alphonse Merrheim, Pierre Monatte, Alfred Rosmer, auxquels se rallièrent Henri Guilbeaux et Marcel Martinet. Le groupe entretenait des intelligences avec les collaborateurs dirigeants du journal parisien Golos, puis après l'interdiction de celui-ci avec ceux de Nase Slovo, notamment avec Martov et Leo Trocki, et tomba dans une très forte proportion sous l'influence idéologique de ces derniers.⁵⁵ Ils se rencontrèrent régulièrement une fois par semaine pour discuter les événements politiques actuels, c'est cette modeste initiative qui engendra le mouvement antimilitariste français.

Le personnage central du groupe — Vie Ouvrière fut Merrheim. Cette constatation vaut non seulement pour la période mentionnée donc pour les derniers mois de 1914, c'est lui qui devint le représentant de la tendance française de Zimmerwald, qui se constitua dans l'année suivante. Merrheim était secrétaire de la Fédération des Métaux, le syndicat des ouvriers métallurgistes, et représentait en même temps les unions des syndicats du département Rhône et Loire, dans le Comité Confédéral, organe exécutif de la CGT. La politique de la coopération des partis au sein de la CGT, était représentée par le secrétaire Jouhaux. C'est dans leur point de vue opposé que se traduisit l'antagonisme des deux tendances de la CGT; l'un ancrerait son esprit aux traditions syndicalistes militantes, à la défense de l'indépendance vis à vis du parti et du gouvernement et tout en acceptant la politique qui insistait sur la continuation de la guerre, ne tenait pas pour exclue la possibilité d'un dénouement par la voie des négociations de paix; l'autre fit sienne la consigne «jusqu'au boutisme» avec toutes ses conséquences pratiques.

La lutte commença le 5 août lorsque la Fédération des Métaux exprima ses réserves à Jouhaux à propos de sa participation au Comité de Secours National. (Cette organisation était appelée à encourager la collaboration des classes.) Mais le premier accrochage véritable eut lieu pendant les jours tumultueux de l'évacuation de Paris, à la séance du 3 septembre où il s'éventa que cédant à la persuasion de Guesde, Jouhaux — sans consulter la CGT — avait assumé la charge de commissaire à la Nation et entendait accompagner le gouvernement à Bordeaux. Qui plus est, Jouhaux proposa à la CGT d'y envoyer également une commission afin de porter aide au gouvernement. Merrheim, Raoul Lenoir et Pierre Dumas, les membres de l'opposition, prirent vivement à partie la proposition, désapprouvant la manière d'agir du secrétaire; finalement, on aboutit à l'accord que Jouhaux se rendrait à Bordeaux non pas officiellement, mais pour son propre compte; c'est Merrheim, qui fut élu — par interim — secrétaire de la CGT.

Dans sa nouvelle charge, Merrheim dut affronter de graves problèmes. Il fut littéralement submergé de plaintes écrites dans lesquelles des secrétaires syndicaux, des ouvriers syndiqués, des réservistes incorporés l'informaient de diminutions arbitraires de salaire, de la prolongation des heures de travail, du mauvais traitement infligé aux soldats de conviction socialiste, montant à un tel excès que les infirmières pieuses des hôpitaux militaires refusaient les soins les plus nécessaires à ceux qui n'allaient pas à la messe.⁵⁶ L'accroissement de l'exploitation, l'aggression multiple des forces réactionnaires le révoltèrent et influèrent de toute évidence sur son opinion relative à la guerre. Par surcroît, à cause de la pression de plus en plus forte de la majorité de droite de la CGT, il dut remplir ses fonctions de secrétaire dans des conditions toujours plus difficiles.

Dans la correspondance étendue, les lettres qu'il écrivit à Francis Million, secrétaire de l'Union des Syndicats du Rhône, méritent une attention particulière. Il le renseigna régulièrement sur les discussions se déroulant au Comité Confédéral, et les manœuvres politiques de Jouhaux. A la mi-octobre il écrivit avec exaspération que les collisions étaient sur l'ordre du jour et la seule raison de ce qu'il ne se retirait du mouvement, était le fait qu'il mettait les intérêts de l'organisation au-dessus de tout autre chose. Il relata avec indignation qu'à un moment donné, Jouhaux avait confié à quelques-uns d'eux sous le sceau du secret qu'il entendait partir pour l'Italie pour y prendre des informations, mais, il avait passé sous silence, qu'en vérité ce projet était né à la conférence du groupe parlementaire de la SFIO et que Jouhaux avait de sa propre autorité, engagé la CGT d'appuyer la décision.⁵⁷ Merrheim avait parfaitement raison que dans la situation internationale donnée, ce voyage ne pouvait pas avoir d'autre but que d'encourager l'Italie à entrer en campagne aux côtés de l'entente et que tout le monde chercherait à établir une connexion entre cette démarche et la tentative ratée de signe contraire de Südekum. Million partageait ces avis et lorsqu'il rencontra Jouhaux à Lyon, il écouta avec stupéfaction les explications imprévues du secrétaire sur les différences entre la race latine et la race germanique.⁵⁸

Le déclenchement des antagonismes se présentant dans la CGT fut provoqué par l'initiative des socialistes scandinaves qui invitèrent par lettre la CGT à la conférence internationale des socialistes des pays neutres, prévue pour le 5 décembre à Copenhague. C'est la séance du 2 novembre du Comité Confédéral qui devait décider de la réponse à donner à l'invitation. Monatte proposa, qu'on exprimât à la conférence le vœu, que ses efforts aboutissent à la conclusion de la paix. Jean Longuet et Bourderon, cependant, considéraient comme nécessaire une discussion approfondie, avant de décider d'une question de si grande portée, c'est pourquoi ils remirent le vote au 29 novembre. Merrheim qui était pour l'appui à donner à la conférence, mit au point un projet de résolution, lequel — en égard aux socialistes belges qui ne voulaient pas entendre parler de la paix — exprima, dans une formulation très prudente, ses principes internationalistes et son désir relatif à la conclusion de la paix définitive. Dans la discussion sur la motion, Moulinière et Charbounnier, les représentants des ouvriers du bâtiment choisirent de ne pas répondre à la lettre d'invitation. Bardues, député des départements du nord, occupés par l'armée allemande, dénonça carrément tout speech pour la paix comme trahison.

Finalement on vota dans la proportion de 22 : 10, avec deux abstentions contre la réponse. « En sortant du Comité, je n'ai pas pu m'empêcher de dire qu'un tel vote était une honte pour la CGT. Que ceux, qui avaient voté contre, étaient des nationalistes honteux et n'avaient plus le droit dans l'avenir de parler de l'Internationalisme » — déclara Merrheim.⁵⁹

Monatte, rédacteur de la Vie Ouvrière, qui, au cours des discussions protestait beaucoup plus énergiquement, que ne le faisait Merrheim, contre la tendance chauviniste, démissionna de la CGT, affaiblissant par là de manière sensible, la minorité syndicaliste. Il résuma les motifs de sa décision dans une déclaration qui fut envoyée à tous les abonnés.⁶⁰ Avec son départ, le rôle prépondérant passa encore davantage dans les mains de Merrheim.⁶¹

L'attitude adoptée par Merrheim en connexion avec la conférence de Copenhague, soulève la question de savoir quelle était son opinion de la guerre en cours, opinion que d'ailleurs nous pouvons considérer comme typique pour toute l'opposition syndicaliste. En vain chercherions-nous chez lui le système d'idées fermé embrassant toutes les questions fondamentales de l'incendie des mondes, sous une forme égalable à la conception des bolchéviks ou de la gauche allemande. Son opinion relative à l'ensemble des problèmes est résumée dans une de ces lettres.⁶² Aux termes de celle-ci, il adhérerait à l'opinion qu'il n'y aurait ni de vainqueur, ni de vaincus. Contrairement à beaucoup de syndicalistes agressifs il ne désire pas l'anéantissement du peuple allemand. Il est partisan de la paix, de la conclusion immédiate de la paix. Puisque l'Allemagne avait attaqué la Belgique et le Nord de la France, c'est elle qui devait faire le premier pas, mais alors les Français aussi devaient se déclarer pour la paix, s'ils ne voulaient pas réduire leur pays en cimetière.

En ce qui concerne les socialistes, à son avis, ils avaient été débordés par les événements, mais les syndicalistes n'avaient pas le droit de les juger, puisqu'ils s'avéraient aussi impuissants qu'eux. L'attitude actuelle des socialistes allemands était damnable, parce qu'ils étaient devenus par trop l'instrument de leur gouvernement; ce sont donc eux qui devaient proclamer l'appel à la Paix, afin de mettre fin au massacre.

Conformément à cette conception, Merrheim, qui s'acquittait des fonctions de secrétaire, appuyait pour le moment la politique de la « défense nationale », mais en même temps il luttait pour faire reconnaître au plus tôt possible, la possibilité de la conclusion de la paix. Il défendait l'idée de l'internationalisme, et voyait le gage d'un meilleur avenir dans la récréation de l'Internationale. « L'Internationale Ouvrière, avant tout, doit rester notre guide et notre suprême espoir en l'avenir »⁶³ — écrivit — il à Noël 1914. Il est évident, que compte tenu des perspectives de l'union des groupes socialistes antimilitaristes à réaliser à l'échelle internationale, c'était l'élément le plus important de la prise de position de Merrheim.

L'efficacité de sa lutte contre le social-chauvinisme fut, cependant, sensiblement affaiblie par le fait, qu'il cherchait à estomper les antagonismes et s'opposait à ce que les disputes engagées entre Jouhaux et lui fussent divulguées. Il ne cessait de signaler dans ses lettres que ses communications étaient strictement personnelles, la mise à jour des divergences d'opinion ne devait avoir lieu que la guerre terminée. Ce point de vue caractéristiquement kautskyiste⁶⁴ fut transmis au groupe de la Vie Ouvrière par Martov, respectivement Trocki,

bien que les spécificités de la correspondance effectuée avec Million et d'autres — sa fréquence, le poids politique de son contenu et le fait que Merrheim avait explicitement invité les destinataires de faire connaître le contenu des lettres à leurs partisans — peuvent laisser croire qu'il s'efforçait consciemment de mettre sur pied un groupe d'opposition de gauche.

En résumé: Contrairement à d'autres pays, en France, les premiers groupes antimilitaristes se formèrent non pas au sein du parti ouvrier, mais dans les organisations faisant partie de la CGT.⁶⁵ À côté de ceux-ci ce fut le mouvement féministe, ainsi que certains cercles des pédagogues, qui au tournant de 1914 — 1915 marquèrent les modestes débuts.⁶⁶ Au printemps 1915, la prolongation de la guerre eut pour conséquence l'intensification du mouvement antimilitariste.

Groupements antimilitaristes dans d'autres pays d'Europe

En Scandinavie ce fut la *gauche suédoise* la plus importante. La tendance radicale du mouvement ouvrier suédois, naquit dans le milieu des jeunes ouvriers qui, en 1903, mirent sur pied l'Union de la Jeunesse Social-démocrate, et en 1908 fondèrent un journal pour compenser l'organe de presse officiel du parti le «Social Demokraten» représentant la ligne de la direction réformatrice. À l'époque du déclenchement de la guerre, l'opposition de jeunes socialistes dirigée par Höglund, constitua à l'intérieur du parti social-démocrate suédois un groupe numériquement faible, mais très influent au point de vue politique.

Le premier août, Branting, chef du parti, déclara devant les électeurs de la commune Kisa, que la guerre reléguait à l'arrière-plan tout conflit social. Branting proclamant la paix des classes, allait si loin dans l'appui du gouvernement que dans les colonnes du journal «Social Demokraten», il somma les libéraux de se mettre d'accord avec les conservateurs dans l'intérêt d'une unité d'action désirable pour la solution des problèmes militaires.

C'est lui qui mit aussi au point la prise de position officielle que le parti adopta vis à vis de la guerre; de ce fait, la résolution ne parlait de la catastrophe que d'une manière générale, ne condamna pas l'attitude du monarque sympathisant avec l'Allemagne, les mesures antidémocratiques du gouvernement, et surtout ne contenait aucune instruction relative aux méthodes de la lutte contre la guerre.

Au IX^e congrès du parti convoqué le 23 novembre 1914, l'opposition de gauche et la majorité de droite s'en vinrent aux mains. La présence du délégué bolchévik et du délégué menchévik conféra une importance internationale à cet événement. Les bolchéviks étaient représentés à Stockholm par Sliapnikov (sous le nom Bélévine), les menchéviks par Larine. Depuis le déclenchement de la guerre, ce fut la première tentative de la part des bolchéviks d'exposer leur point de vue au congrès national de quelque parti socialiste. Lénine était de l'avis qu'il ne fallait intervenir au congrès de Stockholm, que si Sliapnikov pouvait saluer l'assistance dans l'esprit de la social-démocratie internationale. S'il ne pouvait pas le faire, il valait mieux de ne pas intervenir.⁶⁷ Au premier jour du congrès Sliapnikov fit connaître la conception des bolchéviks sur la situation du mouvement socialiste international. Le lendemain Branting pro-

posa que le congrès manifestât son regret au sujet des paroles dénonçant la trahison des chefs du parti allemands. Vinberg et Höglund protestèrent, disant que certains groupes des social-démocrates suédois approuvaient le point de vue bolchévik. Au cours du vote, la proposition de Banting ne fut acceptée qu'avec une faible majorité des voix (54 : 50). Lénine, dans ses articles consacrés au congrès,⁶⁸ opposa la prise de position conséquente de Sliapnikov à la harangue de Larine qui escamotait toute question de principe et réclamait avec insistance une unité formelle. En dernière analyse, il est incontestable qu'au tournant de 1914-1915, l'intérêt de Lénine s'était tourné vers la gauche suédoise, en premier lieu, vers la personne de Höglund.⁶⁹

Dans l'autre pays neutre, *en Hollande*, Pieter Troelstra leader du Parti Ouvrier Social-démocrate, appuyait le gouvernement bourgeois, dans le rendement de sa décision relative au renforcement des frontières, mais en même temps, il se désolidarisa officiellement des deux blocs militaires. Il portait ses efforts à faire taire les tribunistes, Hermann Gorter, Anton Pannekoek et D. Wijnkoop, qui critiquaient énergiquement son opportunisme.

En Suisse, les chefs du parti social-démocrate se montrèrent encore plus empressés, que leurs partisans hollandais et suédois : le 4 août, la fraction socialiste du Nationalrat (Assemblée nationale) vota les crédits d'armements et le plein pouvoir du Bundesrat (Gouvernement fédéral). Cette décision du Nationalrat — dans les conditions de la guerre mondiale — eut pour résultat que dans la vie politique du pays le poids de la direction de l'armée se vit sensiblement accru. Il est vrai que le parti condamna le massacre dans un communiqué, voire même le congrès du parti du 31 octobre — 2 novembre 1914, rendit responsables les classes dominantes du déclenchement de la guerre et désigna la lutte des classes d'envergure internationale comme seul moyen possible de la réalisation de la paix.⁷⁰ Mais sous ceci les leaders opportunistes du parti suisse entendaient d'une part uniquement le renouement des relations internationales avec les socialistes, d'autre part le congrès prit position pour la défense nationale. La proclamation et la continuation de la coopération des classes provoqua, déjà en automne 1914 un mouvement d'opposition. Dans le Nationalrat, l'antimilitarisme fut représenté par Graber et Charles Naine, bien qu'en d'autres questions ils professassent une autre opinion. Les organisations les plus importantes se rattachaient au nom de Willi Münzenberg et Fritz Platten, ce furent eux qui concentrèrent les jeunes socialistes aux idées radicales et les éléments opposants, dans la partie occidentale de la Suisse, en premier lieu, à Zürich.⁷¹

Dans la période des deux guerres balkaniques, les socialistes de la *Bulgarie* firent un apprentissage politique très important, ce furent les expériences acquises dans ce temps-là, qui déterminèrent la ligne de direction des tesniaks (la gauche bulgare) dans les semaines succédant à la déclaration de guerre de la monarchie austro-hongroise. Ils protestaient contre l'état de guerre et l'introduction de la censure à l'Assemblée nationale, aux meetings et par la voie de proclamations. Dans son allocution du 7 novembre, prononcée sur la tribune de l'Assemblée Nationale, Georghi Kirkov rappela au gouvernement sa grande responsabilité et critiqua son attitude adoptée vis à vis des socialistes, en se reportant aux dangers de plus en plus grands, qui menaçaient précisément la Bulgarie.⁷² La situation était, en effet, très grave : s'appuyant sur les socialistes,

les social-chauvinistes connus des parties belligérantes, de concert avec les diplomates qui fournissaient des efforts de plus en plus grands, firent tout leur possible d'entraîner le pays dans la guerre. Dans sa lettre envoyée le 14 octobre de San Remo, Plekhanov, somma les socialistes bulgares de se mettre du côté de l'entente. En janvier de l'année suivante, il y eut une tentative du même caractère, cette fois de l'autre côté, de la part du socialiste allemand Parvus, qui en route pour Constantinople, interrompit son voyage pour convaincre les participants d'un meeting de masse, de la justesse de la politique du parti allemand. Au nom des tesniaks, Dimitar Blagoev rejeta l'une et l'autre des interventions. A la fin octobre — début novembre, ils organisèrent des meetings de masse pour la sauvegarde de la paix et la neutralité, et le 10 novembre lorsque la Turquie aussi entra en guerre, ils déposèrent un projet de loi à l'Assemblée Nationale sur le plan de défense commun devant être élaboré de concert avec les parlements des autres pays des Balkans, conformément aux principes de la confédération balkanique. L'importance de l'initiative n'est aucunement diminuée par le refus des partis bourgeois, les tesniaks tinrent honnêtement tête dans la lutte contre les milieux dominants recourant à la tactique de l'attente et aspirant à la poussée territoriale.

La direction du *parti roumain* convoque pour le 10 août un congrès extraordinaire du parti, qui tout en confirmant les principes de la neutralité et de la répréhension de la guerre, exprimés déjà plus tôt, se proposa pour but de renforcer la propagande antimilitariste. C'est Cristian Rakovski qui formula de la manière la plus conséquente, la prise de position relative à la guerre. La mise en vedette de Rakovski est motivée entre autres, par le fait que c'est lui qui représentait son pays aux forums internationaux. Selon sa déclaration donnée à «Golos», il adoptait, en général, la ligne directrice de la gazette.⁷³ Il donna l'exposé le plus cohérent de ses idées dans la polémie poursuivie avec Charles Dumas, le chef du cabinet de Guesde.⁷⁴ Dumas, tout en admettant que la France avait sa part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre, assura la priorité à la question de savoir, quelles seraient les conséquences d'une éventuelle victoire allemande. En dernière analyse, il soutint que la Roumanie devait entre en guerre au côté de l'entente. Dans sa réponse, Rakovski releva l'opportunisme des socialistes français, les graves répercussions du ministérielisme, l'évincement de la conception militante, se manifestant à l'échelle européenne, mais la puissance de conviction de ses exposés était sensiblement affaiblie par la restriction qu'il reconnaissait la raison d'être de la défense nationale.⁷⁵ Lénine considéra cette inconsistance — tout comme dans le cas de Roland-Holst et Trocki — comme manifestation du kautskisme.⁷⁶

En Serbie, la social-démocratie soutenait la lutte contre la politique de gouvernement chauviniste, dans des conditions extrêmement difficiles. L'incorporation de la majorité des membres du parti, l'aggression de l'armée austro-hongroise, et finalement l'occupation du pays à la fin de 1915, rendirent impossible une action antimilitariste ouverte. Notons, que — abstraction faite des bolchéviks — la II^{ème} Internationale n'avait pas d'autre parti dont les chefs de file étaient tellement dispersés comme ceux du parti serbe: en novembre Dimitri Toucovitch fut tué sur le front, des deux députés de la Skouptchina qui avaient voté contre le crédit de guerre, Draguisa Lapchevitch se retira de la vie publique, tandis que Trisa Kaclerovitch et quelques autres se

refugièrent en Suisse, encore d'autres en France et en Grèce. En conséquence de tout ceci, jusqu'en 1917 il ne pouvait être question d'une ligne de conduite unitaire.

Dans les pays de la monarchie austro-hongroise, les chefs des partis social-démocrates — bien qu'ils ne participassent pas à la direction politique — appuyaient les gouvernements dans la continuation de la guerre. En Autriche, le mécontentement provoqué par l'abandon de principe se manifesta déjà en automne 1914, dans les séances de controverse tenues du 8 octobre jus'qu'en décembre, ainsi que dans les articles critiques de Friedrich Adler, publiés dans «Kampf» (Lutte), périodique théorique du parti rédigé par lui. C'est autour d'Adler junior que se groupèrent les éléments de l'opposition, notamment Ernst Danneberg, secrétaire de l'organisation internationale de la jeunesse socialiste, Leopold Winarsky, le jeune fonctionnaire remarquablement doué et d'autres. Victor Adler, le chef du parti ne donna pas trop d'importance aux antagonismes, ses efforts ne tendaient qu'à entraver l'organisation indépendante des hommes de l'opposition.⁷⁷

Il est de notoriété publique que le parti social-démocrate hongrois sombra également dans le bou bier du social-chauvinisme. Le mécontentement se manifesta sporadiquement déjà vers la fin de 1914. «Ne m'envoyez pas de «Népszava» (quotidien intitulé Voix du Peuple), je n'en veux pas, c'est devenu une feuille bourgeoise» — exprima succinctement son opinion un ouvrier de Detroit, originaire de Hongrie.⁷⁸ Jozsef Sachse, qui, à cette époque séjournait à Amsterdam, et, grâce à sa situation, disposait d'un terme de comparaison plus vaste que celui des socialistes restés dans le pays, formula des objections sévères au «Népszava». «Je suis surpris de voir» — écrivait-il — «que Népszava s'abstient pour ainsi dire entièrement de tout critique relative au déroulement de la guerre, et à vrai dire même de toute critique. Je ne sais pas, si c'est de la politique ou si c'est par contrainte».⁷⁹ Il aurait voulu savoir ce que le peuple hongrois pensait des objectifs de la guerre, s'il faisait confiance aux dirigeants autrichiens et allemands, quelle était l'attitude adoptée par les ouvriers et les nationalités. A cette époque, cependant, les masses ne s'opposaient pas encore au gouvernement, c'est pourquoi le passage de la lettre envoyée à Sachse par la rédaction de Népszava, disant que dans la politique intérieure il régnait du silence et qu'on ne pouvait pas prétendre que la guerre rencontrait de l'opposition — n'était pas dénuée de tout fondement.⁸⁰

Dans notre compte rendu sur l'activité socialiste dans les pays européens, nous avons gardé l'Angleterre pour la fin. Ce n'est pas que dans le mouvement ouvrier anglais, il n'y eût pas de forces qui se soient opposées au flux du chauvinisme. Contrairement à la soumission de la British Socialist Party et la Labour Party, la Independent Labour Party, conduite par Keir Hardie, coopérant avec les partis ouvriers et bourgeois tint tête au recrutement* avec un courage louable. Mais l'opposition de l'ILP avait pour base le pacifisme et ne put, en définitive, se débarrasser de cette insuffisance pendant toute la guerre. Un autre point de vue essentiel: par le rejet conséquent des demandes de passeport, les cercles dominants anglais entravaient les socialistes dans leurs efforts

* En Angleterre le service militaire n'était pas obligatoire, le complètement en effectif de guerre y fut réalisé par la voie de recrutement.

de participer aux conférences internationales. Par la suite de ce qui précède les groupes opposants de la social-démocratie anglaise ne purent pas se rattacher au mouvement de Zimmerwald.

* * *

Le tableau brossé à grands traits de la cristallisation — les tendances politiques de l'opposition — des groupes antimilitaristes témoigne de ce qu'ils se sont constitués indépendamment les uns des autres dans les différents pays, mais leur développement ultérieur s'était opéré plus ou moins en interaction. Sous le rapport du point de départ, de contenu politique de l'attitude adopté vis à vis de la guerre, ainsi que de la cadence du développement et des perspectives des mouvements analysés, il se manifesta des différences notables, mais les propriétés identiques: le détachement des masses ouvrières de la guerre, et plus tard, leur lutte antimilitariste consciente, fut un phénomène historique régulier. C'est le cheminement incessant vers l'extrême gauche s'opérant au sein du mouvement ouvrier, qui est mis en relief par Lénine dans la préface écrite pour la brochure d'Henri Guilbeaux, publiée à Petrograd.⁸¹ La réalisation de ce processus fut la résultante de facteurs objectifs, mais son accélération dépendait déjà d'un facteur subjectif, notamment du degré de la conscience des personnes y participant. La naissance du mouvement socialiste s'organisant sur l'échelle internationale, était en grande partie fonction de cette conscience. L'unification des groupes constitués dans les divers pays et s'activant pour le moment, en majorité, isolément, demandait à la gauche de grands efforts. On ne peut, de bien entendu, pas séparer les conditions subjectives et objectives, puisqu'il est prouvé par les faits que la reconnaissance de la nécessité d'une coopération internationale s'accomplit (en 1915), lorsque du fait de la guerre de position, la victoire était sans espoir de réalisation pour les deux parties. A la conférence de Zimmerwald, qui eut lieu en automne de cette année, on réussit à mettre au même diapason les efforts qui jusqu'à ce moment couraient séparément, mais qui tout réunis ne perdirent rien de leurs anciennes caractéristiques. C'est à partir de la conférence de Zimmerwald, dont le mouvement a reçu le nom, que nous pouvons parler d'un mouvement socialiste antimilitaristes international, avec lequel les partis social-démocrates officiels, voire même les gouvernements devaient aussi compter. Dès le début, il se releva la différence, plus précisément l'antagonisme entre les deux tendances fondamentales, entre les groupes centristes et ceux de la gauche. L'avenir de Zimmerwald était déterminé par l'issue de cette lutte intestine. Tandis que la gauche dirigée par Lénine se proposait pour but de rompre définitivement les fils qui les rattachaient à la II^{ème} Internationale échouée, les centristes jetaient des regards en arrière, et refusaient catégoriquement la conception léniniste de la formation d'une nouvelle Internationale. Les faits témoignent irréfutablement de ce qui c'est la gauche qui fut l'animatrice, la force motrice du mouvement de Zimmerwald.

Notes

¹ Kroupskaïa relève en même temps dans ses mémoires que du fait de la mentalité petite bourgeoise caractéristique de la vie de tout le pays et de la faiblesse du mouvement ouvrier, la Suisse ne pouvait pas devenir le point de départ de la nouvelle révolution socialiste. Ceci ne signi-

fié cependant point du tout que Lénine n'ait pas tendu à organiser la gauche suisse et à l'influencer sur le plan idéologique. *Kroupskaia, N. K.: Visszaemlékezések Leninre* (Commémorations de Lénine) Budapest, 1959. p. 296.

² Parmi les sources relatives à l'activité de Lénine en Suisse, nous mentionnons en premier lieu ses Oeuvres. Elles comprennent — pour des raisons faciles à comprendre — en majorité les écrits plus volumineux contenant une prise de position définitive. C'est avant tout la correspondance vaste et intense de Lénine qui jette de la lumière sur les circonstances de leur naissance, sur le travail d'organisation et l'effort éducatif déployé au milieu des bolchéviks, ainsi que sur les aspirations tendant à gagner les internationalistes de nationalités différentes. Cette documentation extrêmement intéressante et importante, inédite jusqu'alors en langue hongroise, est contenue dans les divers volumes de la série intitulée „Ленинский сборник” éditée en 1924. Parmi les mémoires voir op. cit. de Kroupskaia. L'oeuvre intitulée „Лénine en Suisse” de *M. Pianzola*, Genève, 1952, ne s'appuie pas sur des recherches indépendantes, mais puise abondamment de différents mémoires. A propos des travaux de synthèse, il est à remarquer que dans les dernières années l'attention de l'historiographie soviétique s'est portée d'une manière plus déterminée vers l'activité de l'émigration bolchévik entre 1914 — 1918, en partie sous le rapport des anniversaires historiques, voir *Партия большевиков в годы первой мировой войны*. Москва, 1963. *История Коммунистической Партии Советского Союза*. Т. 2. скар. 10. *История второго. Интернационала*. II. Москва, 1966, chap. 27 — 28. *Reisberg, A.: Lenin und die Zimmerwalder Bewegung*. Berlin, 1966.

³ *Ленинский сборник*. Moscou — Leningrad. XI. 1929. 99. B. A. Karpinski fut un ancien bolchévik qui avait purgé à plusieurs reprises des peines de prison et passé des années en exil. A partir de 1904, il travailla dans différentes organisations bolchéviks. Comme chef de la Bibliothèque Russe de Genève entre 1914 — 1917, il fournit à Lénine une aide précieuse dans la publication et la diffusion de brochures et de tracts antimilitaristes. La stabilité de leur relation est prouvée par la donnée suivante: op. cit. contient 71 lettres adressées à lui (octobre 1914 à mars 1917). La partie moins nombreuse des lettres provient de Kroupskaia.

⁴ Nous ne disposons que de peu de points d'appui servant à établir l'identité et le nombre exacts des participants. Kroupskaia en mentionne quelques-uns: Sklovski, le couple Safarov, Samoilov, Goberman, sans communiquer leur nombre. *Kroupskaia*, op. cit. p. 262.

⁵ Les tâches révolutionnaires de la social-démocratie dans la Guerre européenne. Oeuvres de *V. I. Lénine*, tome 21, Budapest, 1951, pp. 1 — 5.

⁶ Ibid. p. 4.

⁷ „Le plus important... ce sont des relations solides, constantes” — écrivit-il en 1914 en Russie. Cité sans indication exacte du lieu de découverte, par *M. Pianzola: Lénine en Suisse*, Genève, 1952. p. 108.

⁸ Теперь особенно важно, чтобы Вы остались в Сток[ольме], (или около Стокгольма) и налегли изо всех сил на завязывание связей в Питере. Lénine à Sliapnikov — 28 novembre 1914 *Ленинский сборник*. II. 1924. p. 211

⁹ „Problème de la fusion des internationalistes.” Oeuvres de *V. I. Lénine*, op. cit. p. 183. La citation se rapporte au groupe parisien des menchéviks internationalistes, mais du fait de son authenticité générale, elle peut être appliquée à toute émigration.

¹⁰ „В п. 6. следовало бы изменить резолюцию так, чтобы устранить толкования этого места в том смысле, будто русские социал-демократы желают победы немцев и поражения русских” Karpinski à Lénine, le 27 septembre 1914. Центральный Партийный Архив. (dans la suite: ЦПА ИМЛ. Ф. 2. оп. 5. еб. хр. 473.

¹¹ „Интернационал не погиб, не может погибнуть. Нет измены в полном смысле слова. Только временное засилье оппортунизма.”

¹² Concernant les divergences d'opinion des bolchéviks, voir *Партия большевиков в годы первой мировой войны*. Moscou, 1963.

¹³ Kollontaï, A. M. fut un des personnages les plus intéressants de l'émigration social-démocrate russe. Sa collaboration avec Lénine commença en septembre, octobre 1914. Grâce à son affabilité et surtout à sa connaissance des langues, elle effectua un travail politique très précieux en Suède et en Norvège. C'est elle qui, ensemble avec Sliapnikov, entretenait les intelligences avec la gauche scandinave. Pendant la guerre, elle fit aussi un séjour aux Etats-Unis. Lénine recourut souvent à son aide pour la traduction en langues étrangères et la publication de ses proclamations et ses brochures. Sa carrière romantique (dans les années 1920 elle entra au service diplomatique et représentative — en qualité d'ambassadrice — l'Union Soviétique au Mexique et plus tard en Suède), elle occupait toujours le centre de l'attention. Voir récemment: *Иткина, А. М.: Революционер, трибун, дипломат*. Moscou, 1964.

¹⁴ „Признаю правильность... линии гражданской войны как единственно-правильного способа вывести международный рабочий социализм из того тупика, в котором мы очутились”. Kollontaï à Kroupskaïa et Lénine entre fin septembre et le 1^{er} novembre 1914. ЦПА. ИМЛ ф. 2. оп. 1. Нр. 475.

¹⁵ „Лозунг мира — при современном положении вещей это лозунг несомненно революционный и именно *теперь* и не позже.” Ibid.

¹⁶ „Для меня лозунг мира является, лишь тем стимулом, который может воодушевить массы сейчас (а особенно поднять революционную энергию женщин) в борьбе с виновниками войны.” Ibid.

¹⁷ „Скажу откровенно, что я всего боюсь в настоящее время такого огульного объединения, которое, по моему убеждению, наиболее опасно и наиболее вредно для пролетариата.” Lénine à Kollontaï, janvier 1915. Ленинский сборник. II. op. cit. p. 221.

¹⁸ „Спрашивается, объективно кому же теперь сыграет на руку лозунг мира? Во всяком случае не пропаганде идей *революционного* пролетариата. Не идеи использовать войну для *ускорения* краха капитализма.” Lénine à Kollontaï, 14. nov. 1914. Ibid. p. 208.

¹⁹ cf. Kroupskaïa, op. cit. pp. 264—267.

²⁰ Oeuvres de V. I. Lénine, 21. op. cit. p. 20.

²¹ Aux Etats-Unis l'association des social-démocrates russes de New York remonte à un passé de 25 ans. Elle finançait la publication de la gazette politique intitulée: Новый Мир, dont le numéro du 22 décembre 1914 contenait la proclamation.

²² Голос, 13, 14 septembre 1914.

²³ Kroupskaïa, op. cit. p. 266.

²⁴ „Эта группа не спрашивала своих членов о фракционных убеждениях, она сплотила в себе людей разных фракционных течений...” Голос, 8 janvier 1915.

²⁵ „Мир во что бы то ни стало”. Голос, 3 oct. 1914.

²⁶ Голос, 21. oct. 1914.

²⁷ „... мы должны теперь (sans scrupules) (без стеснения) самым решительным образом обрушиться на эту измену, не боясь углубить пропасть, которую война ipso facto (самым фактом своего существования) уже вырыла между нами.” Martov à Axelrod, 12 spt. 1914. Письма Р. В. Аксельрода и Ю. О. Мартова. Berlin 1924. p. 301.

²⁸ Голос, 25 spt. 1914.

²⁹ cf. Kroupskaïa op. cit. p. 266.

³⁰ „Но боюсь смертельно, что Мартов... переметнется... к позиции Каутского — Трульстры.” Lénine à Siapnikov, 27. oct. 1914. Ленин, В. И.: Коммунистический интернациональ. Т. I. Moscou, 1934. p. 15.

³¹ cf. Martov à Axelrod, le 14 oct. 1914. Письма Р. В. Аксельрода и Ю. О. Мартова. op. cit. p. 303.

³² „Je savais que nous ne serions jamais d'accord sur les problèmes tactiques. Cela n'a pas changé”. Cité des mémoires de Grimm publiés en 1924 par Pianzola, sans indication exacte du lieu de découverte. Op. cit. p. 94. Du fait de cette rencontre vouée à l'échec, A. Reisberg tira la conclusion que Lénine a dû renoncer à la collaboration de Grimm. (A. Reisberg, op. cit. p. 90). Même dans la meilleure période de sa carrière d'homme politique, Grimm n'avait pas fait siennes les méthodes de Lénine. Il est également vrai que dans sa feuille il ne publia pas la déclaration antimilitariste des bolchéviks. Malgré cela, la conclusion de A. Reisberg semble être anticipée, puisque plus tard, au cours de 1915, la coopération de Lénine et de Grimm se réalisa encore qu'elle ne fût jamais sans accroc.

³³ Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung. Reihe II., Bd. 1. Berlin, 1958. S. 31.

³⁴ La déclaration parvint chez les intéressés avec un certain retard. La Berner Tagwacht, par exemple, ne la publia que le 30 octobre 1914, avec l'introduction de Radek («Parabellum»), le Голос parisien le 8 novembre. Cf. Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Zentrales Parteiarchiv (par la suite IML, ZPA) D.F.V. 14.

³⁵ Pendant longtemps la Berliner Tagwacht signifiait le trait d'union entre la gauche allemande et les partis socialistes des autres pays européens. En dehors des causes mentionnées en ce qui précède, le fait que les rédactions du parti allemand se fermèrent les uns après les autres devant la gauche, ne fut pas sans y mêler sa pointe. Le communiqué du 3 février 1915 de la légation d'Allemagne à Berne, qualifia la ligne directrice du journal suisse comme extrêmement hostile à l'égard des intérêts de l'empire. «Mit den Leuten sei doch nichts anzufangen». Deutsches Zentralarchiv (par la suite DZA), Potsdam, Reichsamt des Innern. Spezialia 17. Nr. 14789.

³⁶ DZA Potsdam, ibid.

³⁷ K. Liebknecht: Válogatott beszédek és írások (Discours et écrits choisis). Budapest, 1954. p. 260.

³⁸ Fr. Mehring: Vom Wesen des Krieges. Die Neue Zeit. 20 novembre 1914. *Zetkin, Cl.*: An die sozialdemokratischen Frauen aller Länder! Die Gleichheit, 27. novembre 1914.

³⁹ Le texte intégral des thèses est publié par J. Kuczynski: Der Ausbruch des ersten Weltkrieges und die deutsche Sozialdemokratie. Berlin, 1957. pp. 217–222. A. Wohlgemuth: Burgkrieg, nicht Burgfriede! Berlin, 1963. pp. 241–248. Ce texte comprend aussi la lettre d'envoi annexée aux thèses par Liebknecht et retrouvée par l'auteur dans le fonds Liebknecht de ЦПА ИМЛ.

⁴⁰ H. Wohlgemuth, op. cit. pp. 85–86.

⁴¹ cf. K. Liebknecht, op. cit. pp. 263–264.

⁴² «Liebknecht..., der gezeigt hat, dass es auch so geht und die Leute wieder ein bisschen an alte Töne erinnert hat». Luxemburg an Rosenbaum, 12 mars 1915.

⁴³ Le tract intitulé «Friede auf Erden!» (Paix au monde), qui porte la date: janvier 1915, fut prévu pour Noël 1914. Rappelant la déclaration de Haase, datée du 4 août, il somma les socialdémocrates de revendiquer au gouvernement les ouvertures de la paix, puisque les frontières du pays n'étaient plus menacées par l'invasion de l'ennemi. Voir: IML, ZPA D.F.V., Cahier 12.

⁴⁴ Klein, Fr.: Deutschland 1897/98 – 1917. Berlin, 1961. p. 296.

⁴⁵ Heidegger, H.: Die deutsche Sozialdemokratie und der nationale Staat 1870–1920. Göttingen – Berlin – Frankfurt, 1956. p. 81.

⁴⁶ Adler, V.: Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky, Wien, 1954.

⁴⁷ Kautsky à V. Adler, 28. novembre 1914 – ibid. p. 606.

⁴⁸ «Ich konnte mich weder für Ablehnung, noch für Annahme begeistern». Kautsky à Riazanov, le 9 février 1915. ЦПА ИМЛ. ф. 213. оп. 1. д. 6425.

⁴⁹ «Ich verfocht und verfechte heute noch die Anschauung, dass in einer so komplizierten Situation bei völliger Unmöglichkeit einer offenen Diskussion Toleranz – Burgfriede – innerhalb der Partei dringend geboten seien.» Ibid.

⁵⁰ Les comptes rendus relatifs à l'atmosphère, rédigés avec un souci de précision méthodique par le chef de la police de Berlin, fournissent un groupe de sources fort important. Ils jettent de la lumière sur les rapports existant entre l'augmentation des prix, les difficultés du ravitaillement et le découragement des masses ouvrières, renseignent sur les discussions se poursuivant dans les cercles d'ouvrier et les organisations de parti et sur le succès accroissant des orateurs radicaux.

⁵¹ Selon le communiqué du 12 décembre 1914 (20.) les cercles d'ouvrier jugeaient la manière d'agir de Liebknecht déjà avec plus d'indulgence que quelques jours plus tôt. Celui du 10 janvier 1915 (24.) attribue l'aggravation de l'état moral de la population «aux discours provocateurs» des fonctionnaires de parti radicaux, tandis que celui du 6 février (28.) compte avec la possibilité que l'agitation de Liebknecht et ses partisans risque «den tätigen Teil der Berliner Sozialdemokratie allmählich der nationalen Sache abspenstig zu machen» DZA Potsdam. Reichskanzlei, Kriegs-akten 1. Bd. 2. Nr. 2398/1. Le communiqué (32.) du 6 mars contient un aveu fort intéressant: c'est pour la première fois qu'il fait mention de ce qu'aux manifestations de beaucoup de cercles d'élection, il se montre une ferme désir de paix.

⁵² «Bei allen erforderlichen Massnahmen darf nicht der Anschein erweckt werden, als richten sie sich gegen die sozialdemokratische Partei als solche...» DZA Potsdam. Reichskanzlei, Pol. Parteien 1/4. Nr. 1395/10.

⁵³ «Chauvinisme mort et socialisme vivant», Lénine, op. cit. p. 91.

⁵⁴ Pour ce qui concerne la composition et la caractéristique du groupe – Vie Ouvrière voir Rosmer, A.: Le mouvement ouvrier pendant la guerre. Paris, 1936. Guilbeaux, H.: Mon crime, Genève 1918. Guilbeaux, H.: Le mouvement socialiste et syndicaliste français pendant la guerre. Petrograd, 1919. С. Бантке: Циммервальдское движение во Франции. (Социалистическое движение во Франции. Сборн. статей.) Moscou, 1934. Krieger, A.: Aux origines du communisme français, Tome I. Paris – La Haye, 1964.

⁵⁵ Cf. Trotsky, L.: Mein Leben. Berlin, 1930, pp. 236–237. Письма Аксельрода и Мартова. op. cit. pp. 305, 310.

⁵⁶ Merrheim informa Sembat des abus commis et lui demanda son intervention. Merrheim à Sembat, le 24. novembre 1914. ЦПА. ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 206. Nous jugeons comme intéressante l'opinion d'un pasteur de province: «Je sais quelle ardeur vous mettez à défendre les travailleurs contre l'exploitation cynique des capitalistes». Calméjaire à Merrheim, le 26 octobre 1914. ЦПА ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 104.

⁵⁷ Merrheim à Million, le 13 octobre 1914. ЦПА ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 337. I.

⁵⁸ Million à Merrheim, le 8 novembre 1914. ЦПА ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 98.

⁵⁹ Merrheim à Million, le 9 décembre 1914. ЦПА ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 337. II.

⁶⁰ Texte publié par Rosnier, op. cit. pp. 177-180.

⁶¹ N.B. que Merrheim n'était pas d'accord avec la démission de Monatte.

⁶² Merrheim à Caïté, le 23 novembre 1914. ЦПА ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 337. II.

⁶³ Merrheim à Labé, le 24 décembre 1914. ЦПА ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 337. II.

⁶⁴ Cf. Kautsky, K.: Die Internationalität und der Krieg. Die Neue Zeit, 1914, le 27 novembre.

⁶⁵ Martov aussi renvoie à ce que les chefs syndicalistes seuls furent appuyés par les forces effectives. Martov à Axelrod, le 21 janvier 1915. op. cit. p. 316.

⁶⁶ De la correspondance de Merrheim il se révèle qu'il était en relation avec le rédacteur de la feuille intitulée l'École Émancipée, paraissant à Marseille, lequel lui demanda de l'aider à faire cesser les tracasseries des autorités et qui en même temps lui fournit des données très intéressantes sur les profits de guerre des entrepreneurs locaux. Merrheim intervint également dans l'intérêt de l'institutrice Julie Bertrand internée en août 1914 à cause de ses opinions antimilitaristes. ЦПА ИМЛ. ф. 217. оп. 1. Нр. 205, 206.

⁶⁷ Lénine à Sliapnikov, 14 novembre 1914. Ленинский сборник. II. op. cit. pp. 206-208.

⁶⁸ «Comment continuer?» et «Quelle unité Larine proclamait-il au congrès suédois?» Oeuvres de Lénine, tome 21, pp. 98-108.

⁶⁹ Lénine avait insisté déjà avant le congrès que Kollontai fit la connaissance de Hoglund, qui „наивный, сентиментальный антимилитарист”. Lénine à Sliapnikov, le 27. octobre 1914. Ленин: Коммунистический Интернационал. Т. I. Op. cit. p. 16.

Le 20 novembre 1914, le gouvernement suédois fit arrêter Kollontai, ensuite elle fut expulsée, sur quoi elle s'établit à Copenhague, mais resta par la suite aussi en relation avec la gauche suédoise. Lénine critiqua la gauche suédoise d'avoir rejeté la devise de l'armement du peuple. Lénine à Kollontai, printemps 1915.

Ленинский сборник. II. op. cit. pp. 229-230.

⁷⁰ Berner Tagwacht, le 2 novembre 1914.

⁷¹ Egger, auteur marxiste, ne compte pas Graber et Naine parmi les opposants, lui de sa part, il considère — à juste titre — le groupe de Platten comme l'aile gauche du parti suisse. Cf. Egger, H.: Die Entstehung der Kommunistischen Partei und des Kommunistischen Jugendverbandes der Schweiz. Zürich, 1952. p. 58. Nous ne rappelons ici que brièvement l'influence exercée par l'émigration russe sur le mouvement ouvrier suisse, ainsi que le rôle important de Robert Grimm, le principal représentant de la tendance centriste, dont nous parlerons plus tard.

⁷² Кирков, Г.: Пред великата отговорност. Избрани произведения. Т. I. София. 1950. pp. 294-307.

⁷³ Голос, le 20 décembre 1914.

⁷⁴ Les socialistes et la guerre. Bucuresti, 1951.

⁷⁵ «...être contre la guerre, mais aussi contre le sabotage de la défense nationale». Ibid. p. 14.

⁷⁶ Lénine: Le socialisme et la guerre. Oeuvres, tome 21, op. cit. p. 315.

⁷⁷ V. Adler à Kautsky, le 26 novembre 1914, op. cit. pp. 602-604. Quant à l'antagonisme des vues des deux Adler, voir en dehors de la correspondance alléguée: Braunthal, J.: Victor und Friedrich Adler. Wien 1965. L'ouvrage de Franz Strobl intitulé: Zur Vorgeschichte KPÖ. Weg und Ziel. 1958. 10. résume de manière succincte le développement du mouvement d'opposition pendant la guerre et contient la critique marxiste de la «gauche» dirigée par Fr. Adler. Selon l'avis de Strobl, le personnage le plus prometteur de la gauche autrichienne en voie de développement était Winarsky, mais il mourut en novembre 1915.

⁷⁸ Krivokutia V. G. au rédacteur de Népszava, le 3 décembre 1914. PTL. Arch. f. 659, 1914/4.

⁷⁹ Sachse J. — au rédacteur de Népszava, le 17 décembre 1914. Ibid.

⁸⁰ Le rédacteur de Népszava à Sachse, J. le 8 janvier 1915. Ibid. Il est à noter que malgré le bien-fondé des remarques critiques qu'il adressa à la feuille, Népszava se distinguait avantageusement des organes de presse centraux des pays belligérants: il donnait des comptes rendus réguliers sur les conditions intérieures des autres partis, leurs meetings socialistes internationaux et l'activité des groupes antimilitaristes.

⁸¹ «Cette histoire montre plus clair que le jour le lent, mais incessant cheminement vers la gauche, le progrès de la classe ouvrière du côté de l'action et de la pensée révolutionnaire». Guilbeaux, H.: Le mouvement socialiste et syndicaliste français pendant la guerre. Op. cit. p. 6.